



Edito

CINQ ANS DE CASSE NE SUFFISAIENT PAS

Le programme des deux finalistes prévoyait cinq ans supplémentaires de régressions sociales et l'un des deux a été éliminé pour laisser le boulot à l'autre. Le discours de Macron donne le ton tant sur le fond que sur la forme. Dire qu'il n'est "plus le candidat d'un camp mais le président de tous" démontre, s'il fallait une démonstration, qu'il est bien le serviteur du patronat, des grands groupes et des médias. Ces derniers ont tout fait pour propulser ces deux finalistes au pouvoir idéologique afin de préserver leurs acquis et leurs privilèges. Nous avons déjà dit à maintes reprises qu'il était le président des riches, qu'il défendait sa caste, il a avoué dimanche avec toute la modestie qui le caractérise.

Il serait le président de tous à partir de maintenant ? De qui se moquent-ils lorsqu'on regarde son bilan social et économique, les mesures anti-peuples qu'ils nous ont imposées, lui et ses larbins à l'assemblée nationale. Il pourrait presque nous faire croire que ce qu'ils nous ont imposé pendant cinq ans était pour notre bien, et que la suite serait encore mieux.

"Ce vote m'oblige". Oui il est obligé mais tout dépend de quel côté il se place et nous n'avons aucun doute là-dessus. Le soutien sans faille du Medef et de la CFTD dès le lendemain du premier tour ne laisse pas de perspectives favorables aux travailleurs sur ce qui va nous être proposé. Il

veut se concentrer sur la santé et l'éducation. S'il le fait comme pour l'assurance chômage, le projet sur les retraites, l'hôpital public ou encore sur les lois sécuritaires, nous avons d'énormes soucis à nous faire pour notre Sécurité Sociale et pour l'avenir éducatif de nos enfants. La privatisation et la régionalisation des deux est la finalité.

Oui ce vote devrait l'obliger à écouter les "sans dents" et répondre aux revendications pour vivre mieux. Il devrait se placer comme un Robin des bois et non l'inverse. Ce serait un changement radical qui n'est pas dans son logiciel de pensée et qui n'est sûrement pas à l'ordre du jour de sa réflexion, ni des individus qui le soutiennent idéologiquement et financièrement.

Il a promis une "méthode refondée" pour gouverner la France, que "cette ère nouvelle ne sera pas la continuité du quinquennat qui s'achève". Que veut-il dire par là ? S'il veut rassurer son camp, c'est sûrement gagné mais pour les autres, nous, nous pouvons nous inquiéter et nous préparer à lutter. La méthode utilisée ces derniers temps ne changera pas tant ce personnage est autoritaire et qu'il détecte le peuple et ceux qui ne demandent qu'à exister normalement.

.../...

Sommaire :

Edito : Cinq ans de casse	P. 1 & 2
Journée d'études sur la Sécurité Sociale	P. 2
Pétition Confédérale à signer en ligne	P. 2
Tract 1er Mai 2022	P. 3 & 4
Congrès USR des 5 et 6 Avril	P. 5 à 8
Les 100 ans de Madeleine FERDONNET	P. 8
Appel du 13e Congrès FD Santé	P. 9 & 10
AG Colonie de Péronne - 27 Mars	P. 11 à 13
Pub MACIF	P. 14



AGENDA

Dimanche 1er Mai 2022

Rassemblements :

<u>BOURGES</u>	10h00 Place Malus : <i>Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.</i>
	10h30 Place Malus - <i>Départ Manif</i>
<u>VIERZON</u>	10h30 Place de la Résistance
<u>ST AMAND</u>	10h00 Place Jean Giraud
<u>ST-FLORENT</u>	10h30 Place de la République

Edito

La répression dans les manifestations, les lois sécuritaires dignes des pays qu'il désigne comme autoritaires, la privation d'accès à l'hôpital faute de pass ou encore les fermetures des services publics et la réforme de l'assurance chômage, font de lui l'unique responsable de la dégradation de la vie de millions d'individus. Que va-il faire pour changer tout ça ?

Il faudrait être "bienveillant et respectueux" dans un pays "pétri de tant de doutes, tant de divisions". La faute à qui, ces doutes et ces divisions ? Là aussi, la stratégie du capital d'opposition systématique des individus entre eux est l'unique responsable. C'est ce modèle économique et ceux qui le font fonctionner les fautifs de cette situation. Et ça arrange bien une partie du monde réactionnaire dont les deux protagonistes finalistes pour, ensuite, pouvoir se placer en gardien du temple bienveillant et respectueux. Quand les bourreaux se disent nos meilleurs amis, nous pouvons trembler et sérieusement nous alarmer.

Pour finir, cette présidentielle nous donne une leçon, celle de la défiance aux politiques avec des taux d'abstentions et de votes blancs ou nuls de plus en plus grandissant voire record pour certains dans certains bureaux de vote, que ce soit au premier ou au deuxième tour. Si de plus en plus d'inscrits ne croient plus aux politiques quelle que soit l'élection, nous avons réellement un problème démocratique qui caractérise le repli sur soi, le manque de vision et de perspective pour nombre de salariés et de jeunes qui ne se déplacent pas, qui n'y croient plus.

28 % au niveau national et presque 27 % et plus de 16.300 votes blancs et nuls dans le département, doivent nous interpeller sur la légitimité politique de cette élection.

Le troisième tour doit être social à partir du 1^{er} Mai et nous devons convaincre de l'impérieuse nécessité de faire grandir le rapport de forces pour obtenir satisfaction.

Bon courage, mes Camarades, nous en avons besoin.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



Le syndicat CGT Pôle Emploi Centre Val de Loire et l'Union Locale CGT de Bourges (en collaboration avec l'IHS), organisent une **journée d'études** sur le thème de la **Sécurité Sociale** le :

VENDREDI 3 JUIN 2022

avec la présence de Pierre CAILLAUD CROIZAT

Salle Marcel Paul à BOURGES

(rue Gabriel Fauré, stade du Gazélec, accès par la rue Louis Mallet)

Programme

9H00 :

- Accueil des participants.

9H15 :

- Présentation de Pierre CAILLAUD CROIZAT (petit – fils d'Ambroise CROIZAT, créateur de la sécurité sociale).

9H30/12H00 :

- Dans quel contexte s'est inscrite la sécurité sociale solidaire ?
- Comment s'est construite la sécurité sociale ?
- Débat.

12H00 : PAUSE DEJEUNER : prévu sur place – 17 euros

14H00/16H00 :

- Quelles perspectives pour la sécurité sociale aujourd'hui ?
- De quelle sécurité sociale avons-nous besoin ?
- Débat
- Cette journée d'études peut s'inscrire dans le cadre de la formation syndicale (avec information auprès de l'employeur au plus tard un mois en amont).

Informez les organisateurs de votre participation et de votre inscription au repas au plus vite à l'Union Locale CGT de Bourges
5 bd Clemenceau 18000 BOURGES (cgt.ul.bourges@wanadoo .fr)
ou au Syndicat CGT Pôle Emploi Centre Val de Loire
(syndicat.CGT.-centre@pole-emploi.fr)



**Signez massivement
cette pétition CGT
sur le site confédéral
(www.cgt.fr)**



1^{ER} MAI, LE JOUR D'APRES POUR COMBATTRE LA REGRESSION

A l'heure où nous écrivons ce tract, nous n'avons pas les résultats du second tour des élections présidentielles mais nous avons les résultats du premier. Nous avons devant nous deux programmes portés par des partis politiques réactionnaires qui combattent nos conquies sociaux. Macron a un bilan qu'on connaît tous et ce qu'il prévoit va amplifier la casse sociale et détruire ce qui nous reste de bien commun. Le Pen n'est pas en reste sur les mêmes sujets mais elle n'en parle pas. Elle propose des solutions qui sont aux antipodes de ses convictions.

Leurs propositions sur l'immigration ont de nombreux points communs, le style pour annoncer ce qu'ils vont faire est différent. Les divergences sont peu nombreuses, seule la forme change. Le fond des deux programmes est profondément antisocial et fait la part belle aux possédants du capital, aux patrons d'entreprises et aux plus riches. Tant que le patronat touchera de l'argent public, que le politique soutiendra leurs revendications d'allongement du temps de travail, de la casse de la Sécurité Sociale, du gel des salaires et des pensions, de plus de concurrence, de plus d'Europe rétrograde et moins de droits collectifs et individuels, il l'a toujours fait.

Le 1^{er} mai est la journée de luttes des travailleurs du monde entier. Nulle part, les travailleurs et leurs familles ne doivent supporter les gouvernements et les chefs d'Etat qui remettent en cause les droits individuels et collectifs les plus élémentaires. Quand de nouveaux droits sont à conquérir, ces dirigeants doivent entendre ces peuples et leurs reven-

dications plutôt que de réprimer, enfermer et éborgner ou mutiler comme contre les manifestants du mouvement des gilets jaunes. Le RN au pouvoir aurait utilisé les mêmes méthodes. Regardons ce qui s'est passé à Odessa en Ukraine le 2 mai 2014 où les racistes et les fascistes ont incendié la maison des syndicats faisant 42 morts dont des exécutés par balles par des milices.

Les gouvernements autoritaires, libéraux et racistes comme celui de Macron et le programme de Le Pen,

mais également en Ukraine, en Pologne, en Hongrie ou encore en Turquie sans oublier les Etats-Unis ne sont pas un gage de maintien et de développement de la démocratie, bien au contraire. Ils sont une menace pour la paix dans le monde et les industriels de l'armement l'ont bien compris, nous pouvons le constater depuis

quelques années avec des productions et des ventes battant tous les records.

1^{er} mai est la journée de luttes des travailleurs et des travailleuses du monde entier qui aspirent à un travail viable pour tous et non des petits boulots très mal payés et sans avenir. Ils aspirent à des conditions de travail et de vie qui ne mettent pas des millions de vie en danger tous les jours. Dans beaucoup de pays, les femmes aspirent à sortir du patriarcat et de l'emprise des hommes, elles veulent plus de droits et le même traitement que les hommes. Elles veulent pouvoir vivre librement.



Le 1^{er} mai n'est pas une journée de luttes et de manifestations comme les autres. Elle est internationaliste et solidaire, contre les guerres et défend la paix. Elle dépasse le cadre des frontières, des religions, des croyances, de la couleur de peau, du langage. Elle combat les politiques d'austérité, l'impérialisme et dans le même temps appuie les gouvernements progressistes perpétuellement sanctionnés. Elle prend fait et cause pour les peuples des territoires occupés.

Si le 1^{er} mai est un jour férié ici et dans certains pays, ce n'est pas le cas partout, loin de là. Beaucoup de travailleurs n'ont que peu de droits pour exprimer leurs revendications. Et quand ils en ont, les restrictions et les répressions sont telles qu'elles freinent les mobilisations. Nous devons exprimer notre solidarité et notre respect en participant massivement là où il existe encore le droit d'expression.

Sous couvert de menaces en tout genre, terroriste, sécuritaire ou sanitaire, les gouvernements et les parlementaires à leur service ont réduit et encadré considérablement les possibilités de pouvoir s'exprimer collectivement. La loi de sécurité globale et sur le séparatisme du quinquennat LREM est largement adoubee par le RN et la droite en général, même si, pour eux et on s'en doutait, ça ne va pas assez loin.

Voilà, quelques éléments qui doivent nous faire prendre conscience de la dangerosité de la période. Le salariat doit s'attendre à des coupes sombres dans notre modèle social qui nous feront revenir presque un siècle en arrière, quel que soit le résultat.

Dès le 1^{er} mai, le mouvement social et populaire de masse doit inverser le cours des choses.

Bourges, le 19 Avril 2022



**Venez nombreuses
et nombreux
aux rassemblements à**

BOURGES

10h00 Place Malus : Dépôt de gerbe
à la mémoire des militants victimes du nazisme.

10h30 Place Malus – Départ Manif

VIERZON

10h30 Place de la Résistance

ST AMAND

10h00 Place Jean Giraud

ST-FLORENT

10h30 Place de la République



13ème CONGRES DE L'USR-CGT DU CHER

Les 5 et 6 avril, Salle Nelson Mandela à Saint-Germain du Puy, s'est tenu le 13ème Congrès de l'USR-CGT 18.

Plusieurs fois reporté –depuis la date normale de Novembre 2020– en raison de la crise COVID, il a réuni 46 délégués (35 hommes, 11 femmes, de 62 à 84 ans) et a accueilli des camarades représentant l'UD et les UL. Des invités de diverses organisations étaient également présents : Colonie de Péronne, IHS, INDECOSA, Association des résistants et déportés, mutuelle.

Les délégués ont été moins nombreux que prévu (et représentant 14 Syndicats sur 27) : les reports répétés ont pu perturber les organisations ; la crise COVID encore présente ; petites structures manquant de militants. Certains gros syndicats ou sections ont aussi peiné à réunir le quota prévu.

La résolution, votée à l'unanimité, a réaffirmé nos principes, et précisé nos revendications, entre autres :

- Revalorisation et rattrapage des pensions ; indexation sur les salaires moyens
- Augmentation immédiate de 400 € par mois
- Retraite à 60 ans
- Sécurité Sociale remboursant à 100 % ; pas de 5ème branche autonomie, mais prise en charge par la branche maladie
- Un grand service public de l'aide à l'autonomie et de soins à domicile
- Des moyens suffisants pour l'hôpital public
- Maintien ou rétablissement des services publics de proximité.

Deux campagnes de l'UCR sont actuellement en cours : questionnaire "De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ?" et carte-pétition pour obtenir un "bulletin de retraite" mensuel détaillé.

Le Congrès a élu un nouveau Conseil Départemental, de 25 membres, une Commission Financière de Contrôle (CFC) de 3 membres et un Bureau de 8 membres (parfaitement paritaire : 4 femmes - 4 hommes).

Le Secrétaire Général élu est Roger MENIGOT (Multipro de Vierzon, issu de la Métallurgie) ; Trésorière : Brigitte LANDOIS (Santé) ; Trésorière Adjointe : Jocelyne POCHARD (Finances Publiques).

« N.B. : "Le Berry Républicain", bien qu'ayant reçu deux communiqués, l'un avant, l'autre après le congrès, et une invitation à nous rencontrer sur place, n'a pas daigné publier quoi que ce soit, ni venir »

RAPPORT D'OUVERTURE DU CONGRÈS

La situation internationale

Nous sommes passés de la crainte d'invasion de l'Ukraine à la guerre en Ukraine. Après l'état de sidération avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous mesurons que ce sont des rapports d'internationalisme exacerbé.

Poutine assume une guerre ouverte, en gestation depuis quelques années, face à l'OTAN qui est la plus grande alliance militaire du monde.

L'Union européenne change de rôle en s'engageant pour la 1^{ère} fois de son histoire dans une démarche d'achat et de livraison d'armes.

Enfin, l'évocation des armes de dissuasion par Poutine nous fait mesurer l'extrême dangerosité de la situation.

La guerre se généralise sur tous les terrains : bataille de l'information avec les cyberattaques, la désinformation, la diabolisation de l'adversaire.

Sur le volet économique avec les sanctions inédites contre le système bancaire russe, mais regardons les choses : qui va être impacté en premier à payer la guerre ? Les peuples de l'Ukraine et Russie ce qui aura des répercussions sur notre pays, les salariés, les retraités et le monde agricole.

L'utilisation de la force armée n'a jamais imposé la Paix et tout doit être fait pour un retour à un cessez le feu immédiat.

La déclaration de la CGT est claire, alertant sur la généralisation du conflit et condamnant l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que le dialogue, le choix du cadre de l'al-

liance militaire dont l'OTAN qui représente une menace permanente de la Paix.

Faisons grandir l'idée que la priorité et l'avenir de l'humanité se nomment :

PAIX, DÉSARMEMENT, préservation de l'environnement, justice sociale et réalisation des droits humains.

Sans oublier le reste du monde, les afghanes qui mettent leur vie en danger de mort pour seulement porter une pancarte ou banderole revendicative.

Le peuple palestinien qui souffre depuis des années avec des milliers de morts **sous des rafales de mitraillettes** ainsi que des conditions de vie déplorables tout cela à cause d'un pays, Israël, et presque personne ne dit rien.

L'embargo des États-Unis contre Cuba mis en place le 3 février 1962 soit depuis 60 ans.

Mais aussi un espoir dans les pays d'Amérique latine CHILI, BOLIVIE entre autres.

La situation économique et sociale en France

Nous sommes à quelques jours du 1^{er} tour des élections présidentielles et tous ceux qui pensaient avoir une confrontation d'idées approfondie en seront pour leurs frais.

En effet, Macron a opté pour une stratégie anti-démocratique avec l'évitement de débat, pas d'analyse de son bilan, se situant au-dessus de la mêlée et la communication prend le pas sur le fond qui reste l'accélération d'un agenda libéral : réforme des retraites, réformes de la fonction publique, mise à mort de notre Sécurité Sociale et du reste des services publics.

La guerre aidant, on commence à nous annoncer la mise en place de mesures économiques pour accélérer notre indépendance vis-à-vis du gaz et du pétrole Russes.

Vous savez bien qui paiera la note, pas ces messieurs du CAC 40, quoiqu'ils aient bien les moyens ; à nous de faire le nécessaire.

Ce n'est pas la mesure annoncée par le 1^{er} ministre d'accorder une ristourne de 15 centimes par litre sur le carburant au 1^{er} avril et durant 4 mois qui va régler la question de cette flambée des prix.

Ce gouvernement poursuit sa stratégie avec des mesures ponctuelles plutôt que de faire le choix de mesures structurelles comme le blocage des prix et une réforme de la fiscalité sur l'essence.

L'augmentation des salaires, des pensions et des retraites, la question de l'emploi pérenne, le droit à

la santé, des services publics de proximité, sont bien au cœur de la campagne des présidentielles et des législatives.

Et d'un autre côté une situation économique qui affiche une augmentation sans précédent des profits du CAC 40, 137 milliards en 2021, 70 milliards de dividendes aux actionnaires dont 10 milliards de plus qu'en 2019 et sans compter les milliards dans les paradis fiscaux.

Nous sommes bien au cœur de l'exigence d'une autre répartition des richesses pour satisfaire nos justes revendications et l'affrontement de classe.

Après des années de gel, la dernière revalorisation de 1,1 % est bien inférieure à une inflation estimée à plus de 3 % pour 2021.

Depuis 2014 les pensions ont augmenté de 0,2 % et les prix de 7,9 %. Rappelons que chaque retraité a perdu l'équivalent de deux mois de pension en 20 ans.

Pour les retraites complémentaires, alors que les retraités ont de plus en plus de mal à vivre avec des pensions très largement insuffisantes, le conseil d'administration du régime de retraite complémentaire du secteur privé vient d'annoncer un excédent de près de 2 milliards d'euros et l'explosion de ses réserves à 69 milliards d'euros.

Quelle provocation face aux difficultés de la majorité des pensionnés et en particulier des femmes ! Pour se loger, se mourir, se chauffer, se déplacer ou se soigner.

Rappelons que l'été dernier, au mépris des propositions de progrès portées par la CGT, un accord signé par les organisations patronales et une minorité d'organisations syndicales, CFDT et CFTC, a organisé la sous-indexation des pensions de 0,5 %.

La CGT et la CFE-CGC ont attaqué en justice.

Il faut savoir que 5 millions de personnes vont être à la retraite entre 2022 et 2030 et 1 sur 2 envisage de rester actif.

Une manne pour recruter des salariés motivés pour des postes au SMIC et à temps partiel pour les PME.

Nous devons réfléchir sur le sujet.

Détérioration de notre système de santé et de retraite.

Le gouvernement au fil des lois sur la Sécurité Sociale modifie petit à petit le financement de notre système de santé solidaire et socialisé par la cotisation.

Gouvernement, Capital, Patronat veulent sa mise à mort.

Avec la crise sanitaire et sociale par suite du Covid, le gouvernement se défait du coût de l'épidémie sur la Sécurité Sociale.

C'est injuste puisque le manque de masques en 2020 et la dégradation de la situation des hôpitaux et EHPAD ne sont pas de la responsabilité de la Sécurité Sociale, mais des gouvernements successifs qui ont supprimé des lits, des budgets et du personnel, et cela continue aujourd'hui.

Mais le pire est que cette dette ne sera pas remboursée par des cotisations sociales et patronales comme d'habitude à la Sécu, mais transférées dans une caisse, la CADES (caisse d'amortissement de la dette sociale) qui n'est financée que par la CRDS (contribution remboursement dette sociale).

Ce sont donc les salariés et retraités qui se retrouvent avec l'intégral de la note alors que les grandes entreprises sont exonérées de toute participation.

Ce prélèvement de 0,5% sur nos pensions devait se terminer en 2022 mais est repoussé jusqu'en 2033, c'est un provisoire qui n'a pas fini de durer si nous laissons faire.

Nous devons nous organiser sans relâche sur la déferlante des idées d'extrême droite portées par des paroles nauséabondes de certaines personnes.

Faisons exister le vivre ensemble et imposons nos idées antiracistes.

8 mars, une fois dans l'année, c'est bien mais il faut le défendre toute l'année, surtout que les femmes ont des retraites inférieures aux hommes, environ de 40%, à nous de travailler pour faire avancer les choses.

Syndicalisme de classe

Il faut savoir que rien ne fait plus mal aux salariés et retraités que la collaboration de classe.

La lutte de classes, au contraire est la base de l'unité, son motif le plus puissant.

C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT.

Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait.

Il ne suffit pas de nier pour qu'elle cesse.

Renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et mains liés à l'exploitation et à l'écrasement.

Henri KRASUCKI disait : « la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ».

L'unité syndicale semble importante aux yeux des retraités, nous avons le groupe des neuf.

Il faut bien dire ce n'est pas facile au niveau national comme au niveau départemental mais la question est : avons-nous le choix ?

Aujourd'hui il y a une résistance dans notre pays, des luttes existent avec des victoires, vous le voyez bien dans les informations qui vous sont envoyées.

Pour les retraités le 2 décembre 2021 : 25 000 à Paris dont 70 de notre département puis le 24 mars 2022 : 40 000 dans le pays, action régionale, dont 300 dans notre département,

La continuité syndicale

L'évolution démographique des sociétés amène obligatoirement la nécessité de redéfinir la place des retraités.

C'est dans ce contexte que notre place est un enjeu.

Permettre le lien entre les actifs et les retraités, et aussi la vie qui l'entoure, montre à quel point nous devons faire la démonstration que le syndicalisme ne s'arrête pas une fois l'entreprise quittée.

Notre mode d'organisation doit répondre aujourd'hui à l'évolution des retraités et leur rapport à l'entreprise.

Avoir un syndicalisme où les actifs et retraités fonctionnent ensemble, demande là aussi de revoir nos modes de vie à l'intérieur de nos structures.

Actifs et retraités doivent se retrouver régulièrement pour échanger et décider d'activités répondant aux attentes de chacun.

La place des retraités dans les CSE ne pourrait-elle pas être un lieu où au travers des activités de loisirs naissent la solidarité ; un lieu où se tissent des liens entre les générations ?

Regardons les chiffres que vous avez, nous sommes en baisse constante.

Voilà quelques problématiques à résoudre afin d'outiller la CGT pour gagner en syndicalisation, car ne pas syndiquer plus, c'est compromettre notre capacité de gagner de manière significative de nouveaux droits.

Je cite une phrase culte d'Henri KRASUCKI « cultivons notre jardin »,.

Formation des retraités

Il existe pour les retraités deux thèmes :

- découvrir le syndicalisme retraité
- participer à la vie syndicale retraitée

Nous devrions peut-être organiser des stages sur ces thèmes, à vous de décider.

BATAILLE DES IDÉES AVEC VIE NOUVELLE

Vie Nouvelle est né il y a près de 40 ans.

Comme vous le savez, dans le contexte de crise de la presse écrite, que le pays connaît depuis des années, sa diffusion implique un engagement constant des militants retraités CGT.

Et c'est indispensable quand on sait que 80 % de la presse écrite et audiovisuelle appartient à 8 milliardaires, pour la plupart soutiens d'Emmanuel Macron et de sa politique.

Sans bataille d'idées, pas de mobilisation.

Faire connaître notre journal, augmenter sa diffusion c'est sortir du fatalisme et du renoncement.

La rébellion contre les idées dominantes, la qualité de nos arguments, sont déterminantes dans une société où l'information est déversée à flots continus.

Face au matraquage des médias et du pouvoir, faire lire CGT est une nécessité.

Nous avons des liens avec des structures comme Indecosa-CGT, Colonie de Péronne, IHS, LSR, travaillons avec eux.

Continuons à faire remplir la carte pétition pour obtenir un bulletin de pension, afin de la remettre à la Carsat dans la semaine du 9 au 13 mai 2022, décidé au comité général des 30 et 31 mars 2022.

Ainsi que la consultation nationale début juin 2022, demande d'audience auprès du 1^{er} ministre avec la présence de Philippe Martinez et remise de motion aux préfetures et sous-préfetures.

Réunion à Montreuil le 17 juin pour la vie syndicale, pour parler de renforcement et diffusion de vie nouvelle

Maintenant, place aux débats pour faire avancer et renforcer notre CGT.

Roger Ménigot



SECTION DES CHEMINOTS RETRAITES DE BOURGES

Joyeux anniversaire Madeleine



Le 28 février 2022, une délégation de la section retraités des Cheminots CGT de Bourges s'est rendue à l'EPHAD du clos des Bénédictins à Bourges pour les 100 ans de notre camarade Madeleine FERDONNET, fille de résistants communistes arrêtés par la Gestapo sur dénonciation, d'un père mort à Bunchenwald en 1944 et d'une mère déportée au camp de Ravensbruck puis Leipzig.

Madeleine est aussi la veuve de notre camarade Pierre FERDONNET (26.06.22/10.01.13) ancien Secrétaire du Syndicat des Cheminots CGT de Bourges, militant communiste du Cher et Maire Adjoint de Bourges, grand résistant lui aussi et déporté à Auschwitz (matricule 185925) puis Buchenwald et Flussembourg dont il a pu échapper à la fin de la guerre dans un mauvais état puis rapatrié en France le 19 Mai 1945.

Madeleine, à la mort de Pierre en 2013, en sa mémoire a tenu à être adhérente à la Section Retraités des Cheminots de Bourges à partir de 2014.

Madeleine, à 91 ans, continuait encore les interventions dans les établissements scolaires. C'est important de transmettre la mémoire, la résistance et la déportation, que des femmes et des hommes n'ont pas hésité à défendre contre l'occupant en risquant leur vie. Pour ne pas les oublier et pour ceux qui ont donné leur vie. Tel était le message que Madeleine essayait de transmettre à la jeunesse.

C'est avec beaucoup d'émotion et de tendresse que nous avons pu fêter son 100^{ème} anniversaire auprès de ses 3 filles, ses gendres et ses petits-enfants.

Pour les Camarades du Syndicat CGT des Cheminots de Bourges
Le Secrétaire de la Section Retraités
Gérard Gédoux



Appel du 13^{ème} congrès de la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Les congressistes réunis du 28 mars au 1er avril à Saint-Malo tiennent à affirmer leur totale solidarité avec le peuple ukrainien massacré par Poutine, et avec les peuples du monde entier, irakien, syrien, libyen, yéménite, palestinien, et tant d'autres, qui subissent ou ont subi les horreurs et le carnage des guerres sous l'égide des grandes puissances. Le congrès affirme sa solidarité avec le peuple russe, qui manifeste courageusement contre la guerre malgré la répression féroce de Poutine. Le peuple russe ne veut pas la guerre. Sortons de l'OTAN qui, accompagné de Macron, pousse à la guerre et à l'escalade militaire.

Le droit à la paix et à la fraternité concerne tous les peuples. Nous exigeons que tous les réfugiés soient accueillis dignement, quelles que soient leurs origines.

La situation de guerre qu'imposent les gouvernements pour le seul intérêt des capitalistes, ne nous fera pas lâcher nos revendications.

A l'heure où les prix flambent, où le gouvernement annonce la retraite à 65 ans, nous refusons toute union nationale avec le gouvernement Macron. Nous savons que les milliards débloqués par le gouvernement français pour la guerre profitent d'abord aux marchands d'armes, mais certainement pas aux travailleur.euse.s. Ce sont de nouvelles coupes budgétaires que vont connaître les hôpitaux, les budgets sociaux et les services publics.

Il faut des milliards pour la Santé, et pas pour la guerre !

Déjà, le Ministre Véran a, pendant la pandémie de covid, fermé 5800 lits supplémentaires, s'ajoutant aux 100.000 lits fermés par Bachelot, Touraine et Buzyn.

Pire : le Ministre a suspendu, sans rémunération, le 15 septembre, 19000 travailleur.euse.s de la santé et du médico-social. Une partie de ceux-là mêmes qui avait été applaudie par la population comme indispensable, a été mise par le gouvernement au ban de la société.

Nos camarades d'Outre-Mer, qui luttent, sont victimes d'une répression féroce de l'Etat français. Au-

jourd'hui nous réaffirmons tout notre soutien : abandon des poursuites et levée des condamnations.

Si notre système de santé ne s'est pas trouvé en état d'accueillir et de soigner tous les patients, si nous avons manqué de lits, de matériels, de personnels formés, si des soins ont été reportés et annulés, le gouvernement est le seul responsable.

Le congrès de Saint-Malo affirme que, dans ces conditions très difficiles, les travailleurs.euse.s de la santé et de l'action sociale ont fait tout leur possible et même plus pour soigner, prendre en charge, accompagner, alors même que le Ministère et les employeurs les maltraitent.

Nous n'avons pas cessé de nous mobiliser, pour défendre nos conditions de travail, nos salaires, arrêter les fermetures d'établissements et les fusions des petits établissements de l'action sociale. Des succès ont été arrachés. Avec la CGT, les salariés de tous les secteurs professionnels ont mis en échec la première tentative du gouvernement pour casser le système actuel des retraites, montrant ainsi l'efficacité de tous ensemble. Mais profitant de la guerre, le candidat-Président annonce son projet de porter la retraite à 65 ans, de mettre fin aux régimes spéciaux et à la reconnaissance de la pénibilité au travail.

Aujourd'hui, toutes les garanties collectives sont menacées par le gouvernement et le patronat : les conventions collectives et leurs conquises, tout comme le statut de la fonction publique, pour aboutir à l'individualisation du travailleur.euse.

La plus grande de nos conquêtes ouvrières, la Sécurité sociale, est plus que jamais en danger.

Il s'agit du socle fondamental de la solidarité ouvrière et de tout notre système de Santé, que les patrons et le gouvernement veulent mettre à bas, pour le plus grand profit des sociétés d'assurance et des actionnaires.

Le Congrès affirme qu'il est temps de regagner totalement cette conquête de 1945, qui prévoyait la prise en charge à 100%, de la naissance à la mort, par la mise en commun du salaire socialisé géré par

les syndicats. Il nous faut reprendre la gestion de la sécurité sociale, avec l'élection régulière des représentants des travailleurs.euse.s.

Le Congrès s'est rassemblé très largement sur un document d'orientation qui définit nos axes de combat et nos revendications.

Les revendications, grandes et petites, portées par la fédération CGT, guideront notre action dans les semaines et les mois à venir, et particulièrement :

- Pour un grand service public de santé et de l'action sociale, avec nationalisation du privé (exemple ORPEA...).
- Défense des régimes de retraites et de la CNRACL. Droit au départ à taux plein et sans décote, à 60 ans, et 55 ans pour la catégorie active.
- Arrêt de l'obligation vaccinale, réintégration de tous les collègues suspendus, et paiement des salaires correspondant à la suspension. Abrogation du pass sanitaire.
- -Formation et embauche de 200 000 agents dans les EHPAD, 100 000 pour le sanitaire, et 100000 dans l'action sociale (dans les EHPAD ratio d'un soignant pour un résident). Augmentation du nombre de places dans les instituts de formation, et dans les facultés de médecine.
- Réouverture de lits, de services, et d'établissements, dans la santé et le médico-social.
- Réouverture des services d'Urgence (déjà 76 ont été fermés).
- Pour une psychiatrie publique de secteur, accessible à tous.
- Une politique d'Etat de la protection de l'enfance, pour une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.
- Défense des conventions collectives et de notre statut. Abrogation des lois travail et de la loi de transformation de la fonction publique.

- Hausse immédiate des salaires, des pensions, et du point indiciaire de 28%.
- Non à l'ubérisation des travailleurs.euses de la santé et l'action sociale.
- Défense et reconquête des droits syndicaux. Non à la criminalisation des syndicalistes.
- Non à l'intrusion de la vie professionnelle dans la vie privée.

A quelques jours des élections présidentielles, le gouvernement annonce le pire et affirme « après nous ce sera encore nous ». La CGT ne saurait être neutre et invite les travailleurs.euses à se saisir du bulletin de vote pour rompre avec 20 ans de régression, pour stopper la casse sociale, les politiques liberticides, et le racisme.

La CGT combat et combattra toujours les idées d'extrême-droite.

Parce que nous sommes un syndicat de classe et de masse, nous soutenons les luttes et les résistances dans tous les secteurs, et nous devons œuvrer, en toutes circonstances à construire le rapport de forces pour gagner les revendications.

Les élections professionnelles dans le public comme dans le privé, sont un moment important du rapport de forces, le congrès appelle tous les syndicats et les syndiqués à s'engager dans cette bataille.

Plus que jamais le renforcement et l'implantation de la CGT dans la Santé et l'action sociale sont à l'ordre du jour.

Le congrès donne rendez-vous à tous les travailleurs.euse.s de la santé et de l'action sociale pour un 1er mai revendicatif, de lutte, et pour la paix.

Rassemblés dans la lutte, tout est possible.

Saint-Malo, le 1er Avril 2022



ASSEMBLEE GENERALE DU 27 MARS 2022

Je tiens d'abord à remercier les membres de notre Conseil d'Administration qui, malgré la crise sanitaire, ont répondu présents à nos réunions bénévolement en présentiel ou en visio.

Merci aux adhérents et aux donateurs pour leur présence.

Merci à Sébastien Martineau, secrétaire de l'Union Départementale CGT qui nous accueille dans ses locaux.

Je remercie également Mme Murielle Joly nouvelle présidente de la JPA 18 qui a répondu à notre invitation.

Je vous fais part des personnes qui se sont excusées:

- M. Jacques Fleury Président du Conseil Départemental du Cher
- M. le Directeur de la CAF du Cher
- M. Nicolas Sansu Maire de Vierzon
- Mme Marie Christine Baudouin maire de Saint Germain du Puy
- Mme Laure Grenier Rignoux maire de Foëcy
- M. Jean Pierre Pacaud maire de Péronne représenté par Michelle Granger conseillère municipale-
- Mme Sonja Goussard Secrétaire Générale du Secours Populaire de Bourges
- Mme Audrey Germain de la Fondation Grancher
- Mme Cendrine Chéron Présidente de la MSA

Bilan des séjours

Comme nous n'avons pu tenir notre AG en 2021, je reviens quelques instants sur 2020 qui fut une année particulière. La crise sanitaire et le confinement dès la mi-mars nous ont plongés dans une grande incertitude. Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement ont été autorisés à ouvrir le 22 juin. Notre CA a alors décidé d'ouvrir la colo en respectant le protocole sanitaire imposé. Nous avons limité l'accueil à 65 enfants pour respecter la distanciation et les gestes barrières. 100 enfants ont été accueillis en juillet et 125 en août pour un total de 2550 journées vacances. Seuls les séjours d'août ont pu être labellisés "colo apprenante", label qui a permis à des enfants de profiter des lieux sans coût pour les familles (80% d'aide de l'Etat et 20% des collectivités).

Notre colo étant déjà par essence une colo éducative, cela n'a pas été trop difficile de formaliser des activités complémentaires même si cela a entraîné des dépenses supplémentaires.

Notre collaboration avec Marc Borel et l'association "Cardamine 71" sur la biodiversité au moulin et sur la

Saône, la préservation des écosystèmes et l'aménagement du petit ruisseau a été approfondie.

La visite du musée de la Préhistoire et de la "Maison du grand site" de Solutré ont été l'occasion de mettre en pratique des ateliers de découverte, prolongés par la visite des grottes d'Azé.

Des activités scientifiques et techniques ont été proposées aux enfants sous l'égide de Nathalie Bardel.

Un travail de sensibilisation au tri des déchets a été mené tout au long des séjours.

France 3 Bourgogne est venue filmer les enfants pendant une activité nature.

Toutes ces activités ont bien sûr été reconduites en 2021.

Comme nous étions dans l'impossibilité de nous déplacer hors de notre département en 2020, les chantiers bénévoles que nous avions prévu de réaliser à l'Ascension et à la Pentecôte ont été annulés. Un préfabriqué n'a pu être remis en état et n'a pas été utilisé. Seul le chantier de nettoyage et de préparation des locaux a pu être fait.

Le label "colo apprenante" et la CAF du Cher qui a aidé tous les allocataires sans limite de QF (du jamais vu!) nous ont permis de nous en tirer financièrement malgré le nombre limité d'enfants. Certaines charges ont été impactées par la crise sanitaire mais les aides exceptionnelles du Conseil Départemental et de la ville de Bourges (5000 et 2212€) nous ont permis de ne pas avoir de problème de trésorerie.

En 2021, nous avons accueilli 137 enfants en juillet pour 1578 journées vacances et 113 en août pour 1406 journées vacances. Nous avons limité les effectifs à 75 enfants par séjour et avons connu une progression de 17% du nombre de journées vacances. 76 enfants ont été accueillis dans le cadre des "colos apprenantes".

La tendance à privilégier les séjours plus courts pour les familles se confirme : 55% des enfants sont venus sur des séjours d'une semaine, 27% sur des séjours de deux semaines et seulement 18% sur des séjours de trois semaines.

Une autre tendance très significative est à observer : 30% des enfants sont issus de familles ayant un QF inférieur à 700 et donc aidées par la CAF et 70% ont un QF supérieur à 700. 57 enfants sont pris en charge par l'ASE de différents départements ou d'associations comme l'œuvre Grancher: cela confirme encore le caractère social de notre œuvre.

Si nous accueillons des enfants issus de plus nombreuses communes du Cher, un nombre de plus en plus important d'enfants d'autres départements, surtout de Saône

et Loire, sont accueillis à la colo.

Les inscriptions se font de plus en plus tôt et en ligne sur notre site internet. Dès la mi-mai, les séjours limités en nombre étaient complets et de ce fait, nous n'avons pas eu à tenir de permanences. Nous avons été contraints de refuser des inscriptions. Il semble que cela se confirme encore cette année car 84 inscriptions sont déjà effectuées à la date du 27 février.

Comme depuis quelques années, 7 enfants du Centre de Loisirs de Vierzon et leurs 2 animateurs ont passé une semaine à la colo au mois d'août.

Je remercie les villes de Vierzon et Foëcy pour les prêts de véhicules pour convoier les enfants à la colo.

Nous avons reçu une délégation de la ville de Foëcy conduite par Mme le Maire, eu la visite du maire de Péronne, de membres du CA et comme chaque année d'anciens venus donner un coup de main bénévolement pendant quelques jours.

Participations financières

La crise sanitaire des 2 dernières années a complètement transformé la donne. C'est la première fois que l'Etat s'investit et nous espérons que cela ne sera pas sans lendemain, crise sanitaire ou pas.

Je remercie les financeurs habituels que sont la CAF, le Conseil Départemental, les villes de Bourges, Vierzon, Saint Germain du Puy, Foëcy, Saint Georges sur la Prée et la JPA tant nationale que départementale.

Il y a bien longtemps que nous n'avons eu si peu d'impayés (moins de 2%).

On doit cependant noter des augmentations significatives des dépenses d'énergie (eau, gaz, électricité, transport) ainsi que des cotisations sociales.

Malgré tout, grâce à une gestion rigoureuse, on maintient les mêmes tarifs des séjours pour 2022, tarifs inchangés depuis 2019.

Encadrement des séjours et activités

J'insiste chaque année sur la particularité de la colo de Péronne qui s'appuie depuis ses débuts et depuis plus de 10 ans sur la même équipe de direction. Cela nous a permis de faire face à la crise sanitaire sans que les enfants en subissent les conséquences.

Notre taux d'encadrement est toujours bien au dessus des normes préconisées.

Grâce à Alain Louis et aux directeurs, le site internet a été très réactif et les familles pouvaient suivre quotidiennement les activités de leurs enfants. Chacun d'entre vous est invité à se rendre sur le site www.coloperonne.fr pour suivre en détail la vie de la colo, son historique, les travaux bénévoles et découvrir ou redécouvrir des milliers de photos.

L'intégration de la colo dans la vie du village de Péronne ne se dément pas: participation aux cérémonies du 14 juillet, fête dans la cour de l'école le 17 juillet avec défilé aux lampions avec char de carnaval construit à la colo, bal, feux d'artifices, pot offert par la commune et glace offerte par la colo mais plus de lâcher de ballons qui sont maintenant interdits. Au mois d'août, la compagnie

théâtrale de "La Tête de Mule" est venue présenter son spectacle sous les halles du village voisin d'Azé où la population était invitée (le foyer de Péronne était en travaux). Notre rayonnement s'élargit.

Je ne reviendrai pas sur les activités spécifiques aux "colos apprenantes" évoquées auparavant.

Les activités de pleine nature sont toujours privilégiées et les enfants profitent de l'environnement exceptionnel des alentours de la colo :

- Azé avec son camping, sa piscine et ses grottes
- Cluny avec son camping, sa piscine et la visite de la ville
- Saint Maurice avec sa pêche à l'étang
- Blanot avec son gouffre
- Lugny avec son accrobranche
- Montrevel et sa base nautique
- la Saône pour le canoë
- et enfin Péronne et son city-stade

En plus des activités traditionnelles (vélo, pique-nique, ventre glisse, ping pong, baby foot, piscine), les enfants sont réunis quel que soit leur âge dans la colline, au moulin ou dans le parc de la colo pour des journées ou des soirées exceptionnelles. Des ateliers cirque, danse, acrosport, jeux de société, bois et poteries sont également au programme de journées bien remplies.

Le site du moulin traversé par le petit ruisseau demeure le lieu de prédilection des enfants. Nous y avons installé de nombreux jeux en bois, des toilettes sèches et un camping permanent avec de nouveaux tipis.

Notre ambition d'être une colo écolo se confirme chaque année un peu plus. Un poulailler a été monté pour accueillir 2 poules et 2 poussins pour recycler une partie des déchets alimentaires. Un composteur et un hôtel à insectes ont été construits et des plantations ont été effectuées au moulin. Nous nous fournissons de plus en plus souvent chez les producteurs locaux pour la viande, les fromages, le pain et nos légumes viennent des Jardins de Cocagne près de Mâcon. Ces derniers sont venus planter des tomates cerises au printemps à la colo pour que les enfants en profitent l'été venu.

Travail effectué

La pandémie a profondément impacté notre fonctionnement. Les contraintes sanitaires qui interdisaient les déplacements nous ont obligés à annuler nos chantiers en 2020. Sur les deux dernières années, nous n'avons pu réunir notre Conseil d'Administration que 7 fois et le bureau élargi 4 fois. En 2020, nous avons eu l'autorisation d'ouvrir la colo 15 jours avant le début des séjours.

Le nombre d'enfants accueillis ayant été imité et les inscriptions se faisant de plus en plus par internet, nous n'avons pas tenu de permanences ces 2 dernières années.

Malgré les contraintes, nous continuons à siéger au CA de la JPA.

En 2021, nous avons mis les bouchées doubles en organisant de très nombreux chantiers: 13 au total avec 141 bénévoles et certains à plusieurs reprises.

Le 2ème préfabriqué a été entièrement rénové; toiture, cloisons, électricité, peinture et mobilier neuf.

La façade du bâtiment des grandes filles et la montée d'escalier ont été peintes grâce à la pose d'un échafaudage par le maçon de Péronne.

Le mur extérieur du parc côté piscine a été réparé.

Le chantier électricité au 1er étage du château a commencé et se poursuivra cette année.

Un atelier a été mis en place pour la remise en état et le renouvellement de notre parc de vélos.

A cela s'ajoute comme chaque année l'entretien indispensable à la bonne conservation de notre patrimoine :

- l'entretien de notre propriété du moulin Chevrault (débroussaillage, tonte, pose de poteaux et clôtures, lasure des toilettes sèches et jeux)
- le lavage des draps, couvertures, duvets, tri du linge
- la peinture des bancs et tables d'extérieur, d'une façade de l'infirmerie
- la tonte régulière du parc, l'entretien des parterres et plantations, l'égavage
- la mise hors gel de la piscine et des canalisations pour l'hiver et la remise en eau au printemps
- le montage des marabouts, l'installation de l'électricité basse tension, des lits, des casiers après nettoyage puis démontage et rangement à la fin des séjours
- la révision du matériel de camping
- et toute une série de menus travaux mais non moins indispensables de réparation, peinture, lasure, nettoyage, maçonnerie, etc, etc...

Un très grand merci à tous ces bénévoles qui nous permettent de faire de substantielles économies.

Merci également aux 13 personnes qui ont assuré les convoyages pour les transports des enfants à la colo.

Nous avons fini de dépenser les 7500€ qui restaient de la subvention d'investissement de la CAF et nous n'avons plus d'emprunts à rembourser.

Perspectives d'avenir

Le plus gros chantier à venir concerne l'assainissement mais là, nous sommes tributaires de la Communauté de Communes et l'investissement financier sera important.

Il nous faut changer la plomberie du bâtiment du bas et nous faisons appel à un artisan local.

Nous allons refaire le carrelage de la 2ème dalle où nous posons un marabout.

Nous continuons l'aménagement du petit ruisseau en installant de nouveaux jeux.

Progressivement et en fonction de nos finances, nous remplaçons, portes-fenêtres et volets.

En cette période de sortie de crise sanitaire, l'avenir paraît moins incertain quoique de nombreux nuages soient encore présents. Les inscriptions sur notre site démarrent très bien et nous avons décidé de limiter l'effectif à 85 s'il n'y a pas de nouveau protocole sanitaire. La Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et à l'Engagement Sarah El Haïry a annoncé le déblocage de 20 millions d'euros pour les "colos apprenantes" mais a divisé le budget dédié par deux. Nous sommes en attente des modalités de mise en œuvre du dispositif. Donc, la vigilance s'impose.

Nous avons fait imprimer 2000 dépliant et en avons envoyé un bon nombre aux travailleurs sociaux. Je vous invite à nous aider à un meilleur rayonnement de notre œuvre de vacances en vous servant et en nous précisant leur destination pour éviter les doublons.

Je remercie les adhérents et donateurs qui, bien que moins nombreux que les années précédentes (45) nous ont versé près de 10 000€. Les sommes reçues sont bien sûr déductibles des impôts à hauteur de 66%.

Les cartes d'adhésions 2022 au prix de 20€ minimum sont à votre disposition auprès d'Emilie.

Lors de notre AG 2020, nous avons élu notre ami Michel Mariat au poste de Président d'Honneur. Malheureusement, il nous a quittés l'année dernière et nous avons tous une pensée émue pour ce grand monsieur et tout ce qu'il a apporté à la colo.

Je veux avec 4 mois d'avance souhaiter un bon anniversaire à notre Présidente d'Honneur Raymonde Piétu qui va fêter ses 100 ans.

A la dernière AG, j'ai fait part de mon souhait de trouver une relève. Le confinement ayant prolongé mon mandat, je désire maintenant passer la main après 11 ans de présidence en vous remerciant de votre confiance. (Peut-être qu'un amendement aux statuts est nécessaire pour élire un nouveau bureau lors de notre prochain CA; c'est l'AG qui doit en décider.)

Je rappelle que les portes de la colo vous sont toujours ouvertes pendant les séjours et que vous y serez accueillis avec plaisir.

Je vous remercie de votre attention.

Jean-Pierre SOBLAHOVSKY
Président sortant

& La maxime du mois &



**JE NE CHERCHE PAS À CONNAÎTRE LES RÉPONSES,
JE CHERCHE À COMPRENDRE LES QUESTIONS**

CONFUCIUS

Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale

partenariat@macif.fr



MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.